



CONVENTION CADRE VALANT ORT

ENTRE

La commune de Mornant, représentée par son Maire, Monsieur Renaud PFEFFER,

La commune de Soucieu-en-Jarrest, représentée par son Maire, Monsieur Arnaud SAVOIE,

La Communauté de communes du Pays Mornantais, COPAMO, représentée par son Président, Monsieur Renaud PFEFFER ;

D'une part,

ET

L'État,

Représenté par Monsieur le Sous-préfet du département du Rhône, Monsieur Benoît ROCHAS,

Ci-après désigné par « l'État » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le gouvernement a souhaité que le programme Petites Villes de Demain donne aux élus des communes de moins de 20.000 habitants, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, respectueuses de l'environnement, où il fait bon

vivre. Cette démarche s'inscrit directement dans le cadre des contrats territoriaux de relance et de transition écologique.

Ce programme constitue une boîte à outils au service des territoires, dans le cadre du plan de relance et de la conduite des grandes transitions économiques, écologiques, numériques, et démographiques.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme Petites Villes de Demain appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués, au-delà de celles de l'Etat et des partenaires financiers du programme.

La commune de Mornant, la commune de Soucieu-en-Jarrest et la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO) ont souhaité s'engager dans le programme Petites villes de Demain, selon les termes de la convention d'adhésion en date du 21 juillet 2021.

Article 1 – Objet de la convention cadre valant ORT

Le programme Petites Villes de Demain doit permettre aux petites centralités d'accélérer leur transformation pour répondre à leurs enjeux actuels et futurs, en leur proposant une offre de service « sur-mesure » mobilisable en fonction de leurs besoins. De plus, le programme favorise l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre ses parties prenantes, au service des dynamiques territoriales renforcées par le Plan de relance.

Pour réussir ces grandes transitions, le programme Petites villes de Demain est enrichi par la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations et les habitants.

La convention cadre précise les ambitions retenues pour le territoire, son articulation avec le Contrat de Relance et de Transition Écologique, et l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés.

La convention précise l'ensemble des engagements des différents partenaires pour la période du programme 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

Article 2 – La Communauté de communes du Pays Mornantais (COPAMO)

La COPAMO s'est engagée, aux côtés des communes de Mornant et Soucieu-en-Jarrest, dans le dispositif Petites Villes de Demain.

Parallèlement, l'ensemble des 11 communes et la COPAMO ont signé, avec l'État, un Contrat de Relance et de Transition Ecologique.

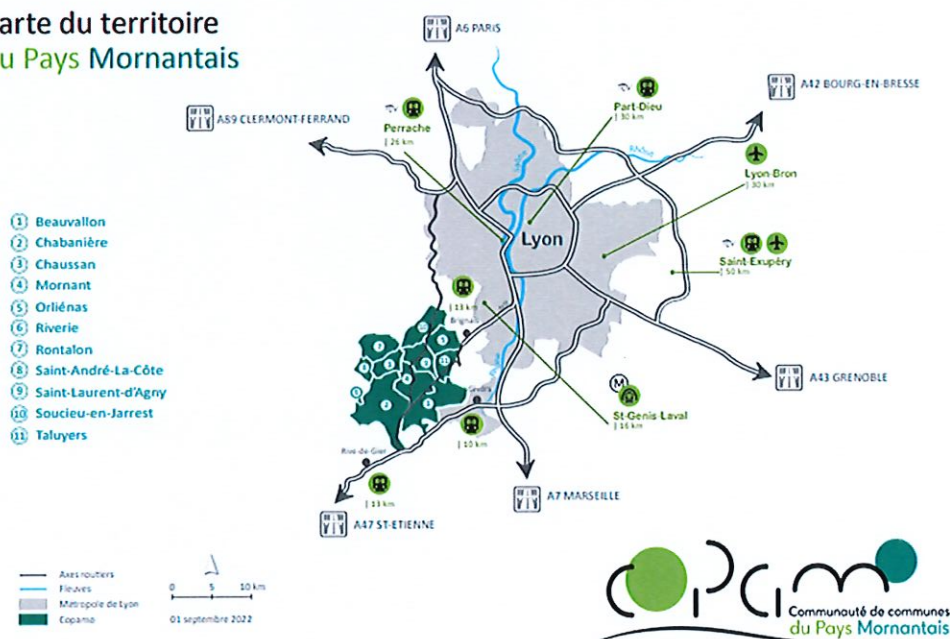
Le projet de territoire est la base de ces deux contractualisations.

Trois ateliers, en novembre 2022, ont permis d'apporter une réflexion sur l'actualisation de ce projet de territoire. Lors de ce travail, plusieurs actions ont émergé ou ont été confirmées lorsqu'elles étaient déjà en cours de la réalisation.

Par ailleurs, la COPAMO a arrêté son troisième PLH dont la philosophie principale est de développer les logements abordables. Les onze communes vont intégrer dans leur document d'urbanisme les éléments du PLH.

Afin de déployer le projet de territoire, la COPAMO va mettre en place des plans d'actions 2023-2026 pour les trois orientations générales. Ces plans d'actions permettront de s'inscrire dans une perspective cohérente et dans une programmation pluriannuelle d'investissement.

Carte du territoire du Pays Mornantais



Orientation 1 : un territoire solidaire

La solidarité et le lien social sont le ciment du territoire. Le développement social est un investissement pour l'avenir et la cohésion du Pays Mornantais : permettre aux enfants et aux jeunes de s'épanouir, faire que ces derniers s'investissent dans le territoire, encourager le maintien à domicile des personnes, faciliter l'accès au logement, maintenir une action sociale de proximité, simplifier le recours aux services publics mais aussi renforcer la contribution de tous les habitants à la solidarité ; en un mot, répondre aux besoins et en même temps, impliquer les citoyens dans la vie sociale.

De plus, dans le contexte actuel, la COPAMO se doit d'être solidaire avec ses communes membres.

Plans d'actions 2023-2026

- Construction de trois crèches sur le territoire
- Redéfinition de la politique de la jeunesse du territoire dans toutes ses dimensions
- Reconnaissance du Théâtre Cinéma Jean Carmet (TCJC) comme tiers-lieu culturel, centre de ressource et de création artistique dans le cadre de son extension
- Mise en place d'événements pour promouvoir le sport et la santé via le label Terre de Jeux 2024
- Amélioration des parcours résidentiels grâce au logement abordable dans le cadre du PLH
- Actions en faveur de la qualité de vie et d'habiter
- Relance d'une OPAH-RU dans les communes de Mornant et Soucieu-en-Jarrest et d'un PIG dans les 9 autres communes.
- Création du Fonds d'Aides à l'Investissement et à la Réalisation des Equipements des communes – Fonds FAIRE

Orientation 2 : un territoire pour entreprendre

Le projet de territoire, dans ses versions initiale et actualisée, souhaite atteindre 4 objectifs principaux afin d'augmenter le nombre d'emplois sur le territoire.

Les 4 objectifs de la COPAMO sont :

- Objectif 1 : Favoriser le développement des entreprises endogènes
- Objectif 2 : Poursuivre le développement de la filière agroalimentaire
- Objectif 3 : Devenir l'interlocuteur privilégié des chefs d'entreprises et des porteurs de projets du territoire
- Objectif 4 : Créer les conditions les plus favorables pour le développement économique et l'innovation

Plans d'actions 2023-2026

- Création d'un lieu unique des acteurs économiques actuels et à venir, de l'emploi
- Création d'un réseau local d'animation de l'économie, du commerce et de l'emploi
- Création d'un parcours résidentiel complet pour les entreprises - De l'incubateur à la zone d'activités
- Accompagnement pour une agriculture durable et une alimentation de qualité via un projet alimentaire territorial

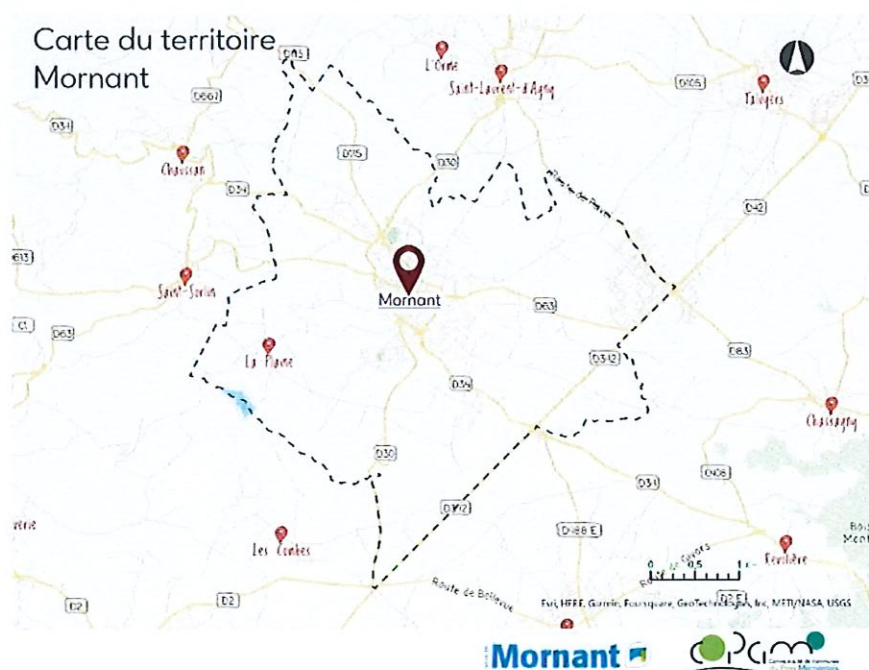
Orientation 3 : un territoire à énergie positive

Face au dérèglement climatique qui impacte le territoire, il convient de modifier les habitudes et de proposer des alternatives. Ainsi, depuis 2020, la COPAMO a lancé un plan de transition énergétique composé de différents volets : les mobilités alternatives, le soutien aux nouvelles pratiques agricoles et à la protection contre les événements climatiques violents, la rénovation thermique de l'habitat et des bâtiments publics.

Plans d'actions 2023-2026

- Soutien aux projets agricoles innovants et résilients au changement climatique
- Plan de sobriété énergétique des bâtiments communaux et intercommunaux
- Massification de la rénovation énergétique des logements
- Déploiement du photovoltaïque sur les parkings et bâtiments publics
- Développement de projets de chaleur renouvelable
- Accompagnement de l'amélioration de l'offre de transport en commun (P+R, plan véo...)
- Mise en place et animation du plan de mobilité employeur commun
- Mise en œuvre des plans d'actions des Espaces Naturels Sensibles
- Intégration de la biodiversité dans les villages

Article 3 – La commune de Mornant



Une commune nichée dans les monts du lyonnais, entre Lyon et Saint-Etienne

Mornant est une commune d'une superficie de 1 576 ha, située dans le département du Rhône à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Lyon et à quarante kilomètres du centre de Saint-Etienne.

Au dernier recensement INSEE 2023, sa population s'élevait à 6 413 habitants.

C'est également le siège de la communauté de communes du Pays Mornantais (COPAMO) qui regroupe 11 communes, pour un total de 30 340 habitants.

Riche en monuments historiques et en équipements, Mornant est une commune accueillante au tissu économique fort et à la vie associative diversifiée.

✓ Un écrin de verdure

Mornant dispose de sérieux atouts qui attirent les familles, mais aussi les personnes retraitées désireuses de se rapprocher des commodités d'une petite ville tout en demeurant dans un cadre préservé et proche de la nature.

Les amateurs de vélo, les cavaliers, les coureurs à pied ou encore les randonneurs trouvent ici leur bonheur.

✓ Un positionnement stratégique entre deux métropoles

Les actifs quant à eux peuvent aller travailler sur les métropoles de Lyon et St-Etienne dans un délai raisonnable. Ces deux bassins d'emploi nourrissent notre territoire et permettent le développement du commerce et du service, et donc la création d'emploi locaux.

De nombreuses infrastructures sportives existent déjà : gymnase, salle de sport, pôle sportif pour la pratique du football, du tennis, de la pétanque, de la pêche, boulodrome, centre aquatique... ainsi que le centre culturel qui accueille spectacles et séances de cinéma...

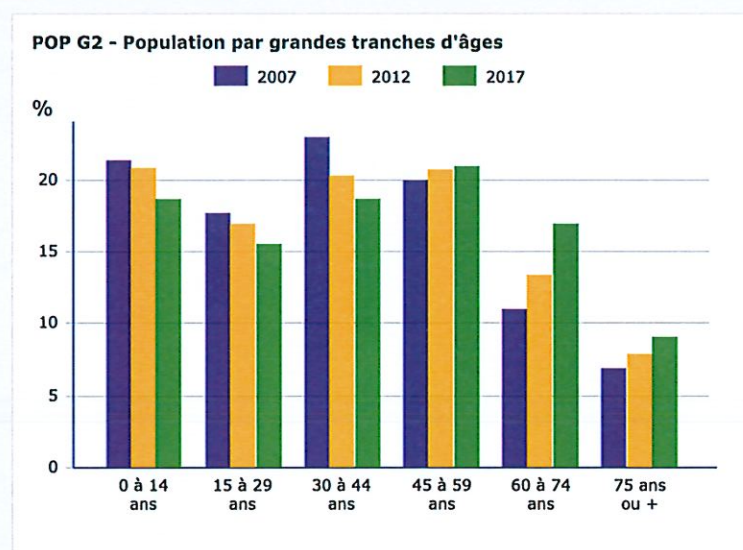
De nouveaux Mornantais arrivent chaque année, attirés par cette qualité de vie, ce qui implique une mise à niveau des services publics : accueil en crèche, ouverture de classes, dimensionnement des parkings... et bien sûr la nécessité d'offrir aux administrés une médiathèque « digne de ce nom ».

Son cadre de vie authentique, son patrimoine, les nombreux services proposés à la population en font l'une des communes les plus attractives des Coteaux du Lyonnais.

Une commune « bourg-centre », cœur de l'intercommunalité

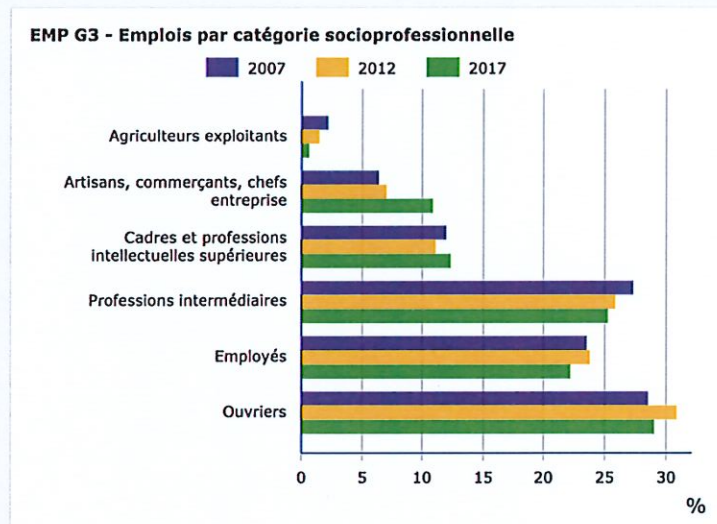
✓ Une population stable, familiale et plutôt aisée

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020.

EMP G3 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle



Sources : Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie au 01/01/2020.

✓ **Un tissu économique riche**

Le bassin mornantais est riche de nombreuses entreprises avec les différentes zones artisanales et industrielles. Le cœur de Mornant vibre grâce à son tissu économique dynamique et varié : commerces, services...

La diversité de l'offre, complétée par les deux marchés hebdomadaires, permet de limiter la fuite commerciale vers les grands centres de Givors et Saint-Genis-Laval.

✓ **Des associations très dynamiques**

Mornant compte plus de 100 associations, dont une vingtaine dans le milieu culturel, dans des domaines aussi variés que la musique, la danse, le théâtre, les arts, les jumelages, le patrimoine...

Partenaires indispensables pour imaginer et organiser de grands projets culturels, les associations sont un véritable vivier.

✓ **Des structures pour la jeunesse, pour les publics spécifiques**

Mornant accueille sur son territoire :

- deux crèches
- une école maternelle publique et une privée
- une école élémentaire publique et une privée
- un collège public et un privé
- un lycée privé

Les familles peuvent également bénéficier d'un centre aéré les mercredis et lors des vacances

scolaires, et les jeunes d'un Espace Jeunes avec deux animateurs.

Les aînés ne sont pas en reste avec une maison de retraite (EHPAD) située au cœur du village, des résidences avec appartements adaptés et une association dynamique « le club de l'amitié ».

Un institut médico professionnel, un institut thérapeutique éducatif et pédagogique, ainsi qu'un foyer d'hébergement pour adultes handicapés complète le panel des structures mornantaises.

Les orientations définies, dans le cadre du projet de territoire, par la commune de Mornant sont les suivantes :

Améliorer l'accessibilité du centre bourg

- Proposer une offre de stationnement modernisée, adaptée et optimisée ;
 - Création de stationnement limitrophe au centre bourg (aire de covoiturage, parking des ruches, parking mayne donzel...)
- Favoriser les modes doux ;
 - Plan communal de cheminement modes doux (réalisation de cheminement -parkings à vélos, requalification de l'avenue de Verdun...)

Revitaliser le centre bourg

- Favoriser la rénovation et l'embellissement des bâtiments ayant un attrait patrimonial ;
 - Rénovation de l'Eglise Saint Pierre
 - Mise en place du Plan d'aide à la rénovation des Façades en centre bourg
- Requalifier des espaces publics ;
 - Réaménagement des places en centre bourg (place aux arbres – place Saint Pierre – Place Carnot)
- Créer des centralités durables, agréables à vivre et vertueuses.
 - Restructuration et aménagement du site de sœurs Saint Charles (médiathèque – salle de spectacle dans chapelle – jardin public)

Favoriser l'offre de logement qualitative, attractive et adaptée

- Repérer et lutter contre l'habitat indigne et dégradé ;
 - Rénovation d'habitat dégradé rue des petits terreaux en espace public
 - Dispositif de veille sur l'habitat insalubre et dégradé
- Adapter les logements pour un maintien à domicile des personnes vieillissantes ;
 - Réalisation d'un habitat collectif de 40 logements avenue de Verdun pour personnes vieillissantes et porteuses de handicap (bailleur social VILLOGIA)

- Favoriser le développement d'un parc locatif privé à vocation sociale ou avec loyers abordables et de qualité.
 - Maintien du dispositif OPAH RU et veille des projets immobiliers

Faciliter le vivre ensemble

- Renforcer l'accès aux équipements et services ;
 - Création d'une maison du pouvoir d'achats
 - Développer les équipements et services de proximité ;
 - Agrandissement du restaurant scolaire
 - Construction d'un nouvel équipement sportif dojo salles de danse
 - Favoriser les temps de convivialité ;
 - Promouvoir les actions intergénérationnelles.
- **Maintenir une dynamique commerciale et offre de services**
- Diversifier le commerce de proximité du centre bourg ;
 - Faciliter l'implantation de commerces en gardant la maîtrise foncière ;
 - Soutien à la réalisation de commerces au rez de chaussé des projets immobiliers dans le cadre du linéaire commercial
 - Soutenir les initiatives commerciales ;
 - Maintenir une offre de services, notamment médicale.
 - Installation d'équipements médicaux et médico-sociaux (maison médicale, CAMSP...)

Article 4 – La commune de Soucieu-en-Jarrest

En cours de rédaction



Article 5 – Modalités d’accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie : les partenaires financiers (l’ANCT, la Banque des territoires, le Cerema, l’Ademe...), services déconcentrés de l’Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d’urbanisme... pour les différentes phases du programme (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu’il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L’activation de cet accompagnement s’effectue selon les modalités de saisines et de contractualisation propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Article 6 – Engagements des partenaires

Les partenaires s’engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s’efforcent d’instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement

qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant cette convention, la/les commune [XXX] assume son rôle de centralité au bénéfice de la qualité de vie des habitants de la commune et des territoires alentours, et sa volonté de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique.

La / les commune signataire La Copamo a recruté une cheffe de projet PVD responsable de l'animation du programme et de son évaluation.

La / les commune signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature de la convention cadre, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du programme et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du programme, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au programme, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

L'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du programme, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du programme.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du programme.

L'État soutient l'ingénierie des collectivités par le cofinancement via le FNADT de postes de chefs de projet, en complément des crédits apportés par les opérateurs partenaires du programme. Il s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le programme, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ANCT peut accompagner les territoires en conseil et ingénierie, via ses différents programmes d'intervention (France Service, tiers-lieux, ...) et dans ses domaines d'expertise comme par exemple la revitalisation commerciale. L'ANCT soutient également les projets par le pilotage du programme Petites villes de demain, et en particulier du Club ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- L'Anah peut apporter un accompagnement aux différentes phases d'une stratégie en matière d'amélioration de l'habitat pour des interventions intégrant les thématiques spécifiques relevant de ses priorités (la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, la fragilisation et dégradation des copropriétés, le vieillissement de la population, tant en phase pré-opérationnelle qu'opérationnelle. Cet accompagnement peut être destiné aux propriétaires (occupants ou bailleurs), syndicats de copropriétaires, collectivités ou opérateurs immobiliers ;
- Le Cerema peut apporter un appui pour l'élaboration des projets de territoires et des plans d'action, ainsi que pour la phase de mise en œuvre et d'évaluation et dans ses

domaines d'expertise (par exemple, la stratégie foncière et d'aménagement durable, la transition écologique, les mobilités, la revitalisation économique et commerciale) ;

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du programme.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs sont portées en annexe 1,2 et 3.

6.4. Engagements de la Région

La Région en qualité de cheffe de file des politiques de transport, de formation professionnelle, d'aménagement du territoire, de développement économique, de tourisme et d'environnement, apportera son concours aux actions visées par le programme.

Elle s'engage à désigner dans ses services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

La Région s'engage à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du programme compatibles avec ses politiques publiques et cadres d'intervention, sous réserve que les porteurs de projet déposent un dossier complet pour instruction et répondent aux sollicitations de la collectivité pour l'instruction du dossier et éclairer l'exécutif sur la décision à intervenir.

6.5. Engagements du Département (*si signataire*)

Le Département en qualité de chef de file des politiques de solidarité mais également de son rôle sur les politiques de mobilité et les espaces naturels sensibles, ainsi que le numérique, apportera son concours aux actions visées par le programme.

Le Département s'engage à désigner dans ses services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Le Département s'engage à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du programme qui sont compatibles avec ses politiques publiques et cadres d'intervention, sous réserve que les porteurs de projets déposent un dossier complet pour instruction et

répondent aux sollicitations de la collectivité pour l'instruction du dossier et éclairer l'exécutif sur la décision à intervenir.

6.6. Engagements des autres opérateurs publics

Un ou des opérateurs publics s'engage-nt à désigner dans leurs services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Ce ou ces opérateurs publics s'engage-nt à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du programme, compatibles avec leurs politiques publiques et cadres d'intervention.

6.7. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

6.8. Maquette financière

La maquette financière pluriannuelle est établie à la signature de la convention cadre. Elle est mise à jour au fil de l'eau et présentée au comité de projet. La maquette financière annuelle (consolidation au 31 décembre) est adressée chaque année en janvier au préfet de département ainsi qu'à la direction de programme PVD de l'ANCT. Pour la première année, la maquette financière annuelle est adressée à la direction de programme PVD de l'ANCT en même temps que la convention cadre.

Le modèle de maquette financière figure en annexe 4.

Article 7 – Gouvernance du programme Petites Villes de Demain

Les collectivités porteuses mettent en place une gouvernance pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, en association étroite avec l'Etat, confirmant le fonctionnement installé à l'occasion de la convention d'adhésion pour l'élaboration de la stratégie.

Cette gouvernance est intégrée à la gouvernance mise en place pour le Contrat de Relance et de Transition Ecologique.

Sont systématiquement invités au comité de projet les représentants de l'exécutif, des services de l'Etat, de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, de l'Anah, du Cerema, de l'ADEME, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du programme Petites villes de demain, et de représentants du Département, cosignataire du CRTE.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du programme, sur la base des indicateurs de suivi et d'une synthèse financière ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions, y compris financièrement (actualisation du plan de financement) ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du programme en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...) ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

Le chef de projet PVD désigné alimente le comité de pilotage et en particulier :

- Veille en détail au bon déroulement des actions prévues au programme, vérifie l'avancement des dossiers, analyse les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établit le tableau de suivi de l'exécution ;
- Met en place les outils d'évaluation et analyse les résultats des évaluations ;
- Propose les évolutions des fiches orientations ;
- Propose les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches actions.

Article 8 – Suivi et évaluation du programme

En cours de rédaction

Article 9 – Résultats attendus du programme

En cours de rédaction

Article 10 – Utilisation des logos

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique afférente telle que figurant en **Annexe 5**, pour toute la durée du Contrat afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et/ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

Les communes sont invitées à faire figurer le panneau signalétique Petites villes de demain en entrée de ville.

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- identifiant clairement le lien avec le programme Petites villes de demain : logo ANCT/PVD et mention « L'Etat s'engage pour l'avenir des territoires » (modèle disponible en ligne);
- ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.

Article 11 – Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité

L'entrée en vigueur du programme est effective à la date de signature du présent contrat, jusqu'à **mars 2026**. Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts. La présente convention est publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI signataire. Elle est transmise pour information au DDFIP ainsi qu'à l'ANCT. Elle pourra faire l'objet d'une mise en ligne, au niveau local et par l'ANCT.

Article 12 – Évolution et mise à jour du programme

Le programme est évolutif. Le corps de la convention et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du programme et après

avis du comité de projet. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou de l'intitulé des orientations, de leurs objectifs et indicateurs.

Article 13 – Résiliation du programme

D'un commun accord entre les parties signataires du programme et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin à la présente convention.

Article 14 – Traitement des litiges

La présente convention est régie par le droit français. En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles. A défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du Tribunal administratif compétent à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées. En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents.

Signée à Mornant, 29/03/2023

ÉTAT	DEPARTEMENT	COPAMO
Benoît ROCHAS, en sa qualité de Sous-préfet du Rhône	Christophe GUILLOTEAU, en sa qualité du Département du Rhône ???	Renaud PFEFFER, en sa qualité de Président de la COPAMO

COMMUNE DE MORNANT	COMMUNE DE SOUCIEU-EN-JARREST	
Renaud PFEFFER, en sa qualité de Maire de Mornant	Arnaud SAVOIE, en sa qualité de Maire de Soucieu-en-Jarrest	

Annexe 1 Fiches Actions COPAMO,

Annexe 2 Fiches Actions MORNANT

Annexe 3 Fiches Actions SOUCIEU-EN-JARREST

Annexe 4 Maquette financière

Annexe 5 Les logos

ANNEXE 1 : FICHES ACTIONS COPAMO COMMUNES DE MORNANT ET DE SOUCIEU-EN-JARREST

STRATEGIE	N°	ACTIONS
Un territoire pour entreprendre	1	Aide au développement des petites entreprises
Un territoire solidaire Un territoire à énergie positive	2	Renouvellement de l'OPAH-RU
Un territoire pour entreprendre	3	M'AIDE : Maison des acteurs économique et de l'emploi
Un territoire à énergie positive	4	Construction d'Ombrières Photovoltaïque pour l'alimentation en électricité du centre aquatique de Mornant
Un territoire solidaire Un territoire à énergie positive	5	Extension et réhabilitation de la salle de théâtre et cinéma « Jean Carmet »

ANNEXE 2 : FICHES ACTIONS DE LA COMMUNE DE MORNANT

STRATEGIE	N°	ACTIONS
Un territoire à énergie positive Un territoire solidaire Améliorer l'accessibilité du centre-bourg	6	Requalification de l'Avenue de Verdun
Améliorer l'accessibilité du centre-bourg	7	Création de places de stationnement limitrophe du centre-bourg
Améliorer l'accessibilité du centre-bourg	8	Plan communal de cheminement modes doux
Revitaliser le centre-bourg	9	Rénovation Eglise et place St Pierre
Revitaliser le centre-bourg	10	Plan d'aide à la rénovation des façades
Revitaliser le centre-bourg	11	Restructuration et aménagement du site de sœurs St Charles (médiathèque, chapelle)
Faciliter le vivre ensemble	12	Création d'une maison du pouvoir d'achats
Faciliter le vivre ensemble	13	Agrandissement du restaurant scolaire
Faciliter le vivre ensemble	14	Construction d'un nouvel équipement sportif (dojo et salles de danse)

ANNEXE 3 : FICHES ACTIONS DE LA COMMUNE DE SOUCIEU-EN-JARREST

STRATEGIE	N°	ACTIONS
Un territoire à énergie positive Un territoire solidaire	15	Requalification du Centre bourg
Un territoire solidaire	16	Renforcer et adapter les équipements scolaires
Un territoire pour entreprendre Un territoire solidaire	17	Maintien et développement des commerces de proximité
Un territoire solidaire	18	Renforcement du service avec la création d'une Banque Postale Communale
Un territoire pour entreprendre Un territoire solidaire Un territoire à énergie positive	19	Réalisation d'un Plan guide intercommunal